



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ préfectoral n°2025/ICPE/497 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société Leroux et Lotz Technologies à NANTES**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux relevant de la rubrique n°2771 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2017 autorisant la société Leroux et Lotz Technologies à exploiter une installation de combustion mixte nommée « Innov'énergie » ;

**Vu** l'article 8.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2017 prescrivant la durée annuelle de fonctionnement de l'installation « Innov'énergie » à 250 heures ;

**Vu** l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2017 prescrivant les valeurs limites d'émissions atmosphériques des dioxines et furanes de l'installation « Innov'énergie » à 0,1 ng/ I-TEQNm3 ;

**Vu** la demande de modification portée à la connaissance du préfet par la société Leroux et Lotz Technologies le 16 juin 2025 concernant les valeurs limites d'émissions atmosphériques pour les dioxines et furanes et le temps annuel de fonctionnement de son installation « Innov'énergie » située à Nantes complété, en dernier lieu, le 19 novembre 2025 ;

**Vu** l'évaluation des risques sanitaires liée aux rejets atmosphériques de Leroux et Lotz Technologies rédigé par Apave le 11 juin 2025, réf. C25071210 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 21 novembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société Leroux et Lotz Technologies le 27 novembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que la société Leroux et Lotz Technologies a procédé à des études et travaux afin de diminuer les rejets atmosphériques en dioxines et furanes de son incinérateur ;

**Considérant** que la société Leroux et Lotz Technologies est dans l'impossibilité technique d'atteindre les valeurs limites d'émission des dioxines et furanes prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation sus-mentionné ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en la modification des valeurs limites d'émissions atmosphériques pour les dioxines et furanes et du temps annuel de fonctionnement :

- ne constitue ni une extension géographique ni une augmentation de capacité ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION**

---

#### **CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION**

##### **Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société Leroux et Lotz Technologies dont le siège social est situé 8 allée de la centrale électrique de Chantenay – Nantes – (44 100), dénommée « l'exploitant » ci-après, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site situé 10 rue des usines à Nantes.

##### **Article I.1.2. Fonctionnement en mode « R&D »**

La grandeur de l'installation Innov'énergie caractérisée dans le tableau de classement à l'article 1.2.1 est modifié comme suit :

**« Pilote « R&D » INNOV'ENERGIE d'une puissance strictement inférieure à 2MW, fonctionnant moins de 300 heures par an alimentés en combustible de type déchets non dangereux pour un volume maximum de 48 tonnes par an. »**



L'article 8.2.2.2 est modifié comme suit :

« Le fonctionnement en mode « R&D » (cf. article 8.2.1) est limité à des campagnes ne dépassant pas au total 300 heures par an. Cette durée de fonctionnement est suivie et enregistrée sur un registre. La puissance thermique nominale de l'installation en mode « R&D » est strictement inférieure à 2MW. L'installation en mode « R&D » a une vocation de recherche et développement et d'essai visant à améliorer le processus d'incinération. Elle n'a pas vocation à devenir un site de traitement de déchets. La quantité de déchets traités dans ce mode de fonctionnement ne dépasse pas 48 tonnes par an. À titre d'information : PCI déchets : 10 à 25MJ/kg, débit d'alimentation : 80 à 500kg/h. »

### **Article I.1.3. Valeurs limites d'émission**

L'article 8.7.3 est modifié comme suit :

« Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents définis dans le tableau ci-après. L'installation de combustion respecte les valeurs limites d'émission suivantes : »

	Déchets au sens de l'article 8.2.3.3		
Débit des fumées	1700 Nm <sup>3</sup> /h	Flux horaire	Flux annuel
	concentration		
Teneur en O <sub>2</sub> de référence	10 %	-	-
Poussières	30mg/Nm <sup>3</sup>	51g/h	15,3kg/an
COT	10mg/Nm <sup>3</sup>	17g/h	5,1kg/an
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	500mg/Nm <sup>3</sup>	850g/h	255,9kg/an
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	50mg/Nm <sup>3</sup>	85g/h	25,5kg/an
HCl	10mg/Nm <sup>3</sup>	17g/h	5,1kg/an
Dioxines et furanes	0,5ng/ l- TEQNm <sup>3</sup>	0,85µg/h	255µg/an
Cd +Ti	0,05mg/Nm <sup>3</sup>	85mg/h	25,5g/an
Hg	0,05mg/Nm <sup>3</sup>	85mg/h	25,5g/an
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+ V	0,5mg/Nm <sup>3</sup>	850mg/h	255kg/an
HF	1mg/Nm <sup>3</sup>	1,7g/h	510g/an
NH <sub>3</sub>	30mg/Nm <sup>3</sup>	51g/h	15,3kg/an

## **TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### **CHAPITRE II.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **CHAPITRE II.2. PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la société Leroux et Lotz Technologies, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée à la maire de la commune de Nantes.

## **CHAPITRE II.3. EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 22 décembre 2025

**LE PRÉFET,**

**Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale**

  
**Dominique YANI**